














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Marché de Transport article 80

CHU de BESANCON
Etablissement support du GHT-CFC
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX
Tél : 03 81 21 80 47

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché de Transport article 80
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	20
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - En cas de marché complémentaire	6
1.4 - Type d'accord-cadre	6
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.5.1 - Modalités d'attribution de la commande entre les différents attributaires d'un même lot (cas des lots multi-attributaires).	6
1.6 - Emission des bons de commande	7
1.7 - Modification d'un bon de commande	8
2 - Pièces contractuelles.....	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
4 - Protection des données à caractère personnel	9
5 - Durée et délais d'exécution	9
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	9
5.2 - Durée du contrat	9
5.3 - Reconduction	9
6 - Prix.....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
6.2 - Distances forfaitaires applicables aux distances kilométriques	10
6.3 - Clause de révision des prix	11
6.4 - Régime des droits et taxes.....	11
7 - Garanties Financières	11
8 - Avance.....	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement	12
9.4 - Paiement des cotraitants	12
9.5 - Paiement des sous-traitants	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11 - Clauses environnementales	12
11.1 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air	12
12 - Gestion des déchets.....	13
12.1 - Eléments de traçabilité	13
13 - Plan de progrès	13
13.1 - Principe du plan de progrès	13
13.2 - Axes de progrès	13
13.3 - Conditions de mise en œuvre du plan de progrès.....	14
13.4 - Architecture du plan de progrès.....	14
13.5 - Formalisation du plan de progrès.....	14
13.6 - Gains escomptés	14
14 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
14.1 - Vérifications	14
14.2 - Décision après vérification	14
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
16 - Pénalités.....	14
16.1 - Pénalités de retard	14
16.2 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales.....	15
16.3 - Pénalité relative à la gestion des déchets	15
16.4 - Autres pénalités spécifiques	15
17 - Assurances.....	16
18 - Responsabilité du titulaire	16
18.1 - Obligation de conseil.....	16
18.2 - En cas de changements affectant le titulaire	16
18.3 - Attestations sociales et fiscales	16
19 - Résiliation du contrat.....	16
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
20 - Règlement des litiges et langues.....	17
21 - Dérogations.....	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Marché de Transport article 80

La présente consultation a pour objet les prestations de transport article 80 non médicalisé par ambulance, transport assis professionnalisé (TAP) et Transport pour Personne à Mobilité Réduite (TPMR) pour le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Centre Franche-Comté.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Besançon

25000 Besançon

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté
- CH Louis Pasteur de Dole
- Centre Hospitalier de Novillars
- CH Paul Nappiez
- CH de la sainte Croix
- CH St Louis Ornans
- CHS Saint-ylie Jura
- CJW-Avanne
- CLS Bellevaux
- CSR les Tilleroyes

Le coordonnateur du groupement de commandes est : CHU de BESANCON Etablissement support du GHT-CFC. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 20 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Sainte Croix de Baume les Dames
02	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Sainte Croix de Baume les Dames
03	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Paul Nappiez de Morteau
04	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Paul Nappiez de Morteau
05	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour l'Etablissement de Santé de Quingey
06	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour l'Etablissement de Santé de Quingey
07	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Saint Louis d'Ornans
08	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Saint Louis d'Ornans
09	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier de Novillars
10	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier de Novillars
11	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole

Lot(s)	Désignation
12	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole
13	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier spécialisé de Saint Ylie
14	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier spécialisé de Saint Ylie
15	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier intercommunal de Haute Comté
16	Transports sanitaires Assis Professionnalisés pour le Centre hospitalier intercommunal de Haute Comté
17	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Universitaire de Besançon
18	Transports sanitaires non médicalisés allongés pour le Centre hospitalier Universitaire de Besançon
19	Transports de Personnes à Mobilité Réduite pour le Centre hospitalier Universitaire de Besançon
20	Transports sanitaires non médicalisés allongés bariatriques pour les établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Centre Franche Comté

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - En cas de marché complémentaire

Le CHU de Besançon (établissement support du GHT Centre Franche-Comté) se réserve expressément la faculté de réaliser des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R2122-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et/ou de reconduire le marché public.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

1.5.1 - Modalités d'attribution de la commande entre les différents attributaires d'un même lot (cas des lots multi-attributaires).

- Pour les établissements utilisant une plateforme de gestion automatisée des transports

La plateforme de gestion automatisée des transports propose et affecte automatiquement aux prestataires les transports selon le principe du tour dynamique qui tient compte simultanément de 3 critères classés dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- Priorité n° 1 : Tarifs proposés par les titulaires (le moins disant se voit confier plus de transports par le Tour Dynamique).
- Priorité n° 2 : Nombre de refus de courses sur les 3 derniers mois à compter du jour de transmission du transport (le transporteur qui refuse des transports se voit moins sollicité par le Tour Dynamique).
- Priorité n° 3 : Ponctualité pour les mises en place sur les 3 derniers mois à compter du jour de transmission du transport (le transporteur ponctuel se voit confier plus de transports par le Tour Dynamique) ; le patient est considéré comme arrivant à l'heure lorsqu'il est déposé à son point d'arrivée entre -15 mn et + 15 mn autour de l'heure de rendez-vous. L'anticipation de la demande de transport par les services de soins est prise en compte dans le calcul (voir article 3.3 CCTP).

En d'autres termes, il n'y a pas d'ordre d'appel figé et prédéfini des prestataires mais il est recalculé constamment par l'algorithme du tour de rôle adjudicataire de la plateforme de gestion automatisée des transports en fonction des 3 critères énoncés ci-avant.

Si le transport n'a pas trouvé preneur après un premier tour complet des attributaires, et/ou si le délai d'arrivée du patient est mis en jeu, les établissements sont libres de confier la mission à une société de transport sanitaire hors marché.

En cas de refus répétés des demandes de transport mettant en difficulté les services de soins ou dégradant la qualité de prise en charge des patients, des pénalités peuvent être appliquées (voir article 11 du présent CCAP).

A des fins de fiabilité concernant les informations relatives aux transports pris en charge par les sociétés privées, le GHT Centre Franche-Comté demande aux titulaires de s'engager à :

- Mettre en œuvre une interface, qui sera à leur charge, entre leur système de gestion des transports et le logiciel PTAH (société Géosoft) et/ou d'installer sur un smartphone l'application dédiée disponible en téléchargement.
- Valider en temps réel tous les statuts relatifs au transport.

Un dossier décrivant les spécifications de l'interface entre PTAH et les systèmes de gestion des transports sera fourni sur demande au candidat.

- Pour les établissements n'utilisant pas une plateforme de gestion automatisée des transports

Les modalités d'attribution des commandes entre les différents titulaires des lots sont :

Si le lot compte 3 attributaires :

- La demande est formulée par l'établissement de santé auprès du titulaire n°1, à savoir le candidat classé 1er à l'issue de la mise en concurrence ;
- A défaut de réponse de sa part ou si la course ne peut être réalisée dans les délais impartis (Article 3.3 du CCTP), l'établissement de santé consulte le titulaire classé en 2^{ème} rang à l'issue de la mise en concurrence ;
- Puis de s'adresser au titulaire classé au 3^{ème} rang, dans les mêmes conditions.

Si le lot compte 2 attributaires

- La demande est formulée par l'établissement de santé auprès du titulaire n°1, à savoir le candidat classé 1er à l'issue de la mise en concurrence ;
- A défaut de réponse de sa part ou si la course ne peut être réalisée dans les délais impartis (Article 3.3 du CCTP), l'établissement de santé consulte le titulaire classé en 2^{ème} rang à l'issue de la mise en concurrence ;

Dans tous les cas, quel que soit le nombre d'attributaire, si le transport n'a pas trouvé preneur après sollicitation de l'ensemble des attributaires, et/ou si le délai d'arrivée du patient est mis en jeu, les établissements sont libres de confier la course à une société de transport sanitaire hors marché.

Pour les lots 11,12, relatifs au centre hospitalier Louis Pasteur, l'attributaire qui ne pourrait assurer le transport à l'obligation d'effectuer la recherche d'une société de transport pouvant répondre à la demande du centre hospitalier et d'informer le service demandeur du nom du prestataire qui assurera la mission.

En cas de refus répétés des demandes de transport mettant en difficulté les services de soins ou dégradant la qualité de prise en charge des patients, des pénalités peuvent être appliquées (voir article 16 du présent CCAP).

1.6 - Emission des bons de transport

Les bons de transport sont émis au fur et à mesure des besoins au titulaire concerné, en application de l'article R. 2162-13 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Les établissements confient aux titulaires, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

L'émission des bons de transport ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. Les établissements de santé ne peuvent cependant retenir cette date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de transport telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de transport sont les suivantes :

- Le service demandeur ;
- Le lieu de prise en charge : service, numéro de chambre ou salon de sortie ;
- Les nom, prénom et la date de naissance du patient ;
- L'heure de prise en charge ;
- S'il y a lieu, l'heure du rendez-vous, ou l'heure où le patient est attendu ;
- La destination du patient ;
- Le matériel nécessaire (brancard, fauteuil, fauteuil personnel, nacelle, attelle, coquille) ;
- Les précautions du transport : modalité d'isolement, de manutention, de surveillance ;
- Les documents nécessaires au patient : dossier, lettres, ordonnances, clichés d'examen et carton de rendez-vous ;
- Toute information ou observation complémentaire permettant une prise en charge optimum : présence d'un accompagnant, patient perfusé, sous oxygène, porteur de BMR, etc.

Pour les établissements utilisant une plateforme de gestion automatisée des transports

Les bons de transport dématérialisés émis par le logiciel PTAH font office de bons de commande.

La plateforme de gestion automatisée des transports est le seul biais de transmission de demandes de transport. Les établissements ne sont pas pécuniairement responsables des transports commandés par un autre mode de transmission que l'outil PTAH. En aucun cas les titulaires du marché ne pourront se retourner contre les établissements pour obtenir réparation.

Un numéro de commande figure sur chaque demande de transport. Ce numéro doit obligatoirement être reproduit sur la facture correspondant au transport.

Pour les établissements n'utilisant pas une plateforme de gestion automatisée des transports

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des commandes pourra être établie par courriel ou télécopie. La date et l'heure de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution. Le bon de commande papier, à joindre à la facture, est transmis au titulaire du marché le jour du transport, lorsque le professionnel se rend dans l'établissement de soins pour prendre en charge le patient à transporter.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 4 ans.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.7 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au Titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

La clause relative au RGPD est annexée au dossier de consultation.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/01/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 01/01/2027.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les transports facturés sur la base des prix figurant au B.P.U. sont majorés des éventuels droits de péage sur présentation de justificatifs. Lorsqu'un véhicule effectue un transport comportant l'aller et le retour du patient, deux prestations de transports sont facturables.

Si le retour du patient s'effectue au-delà de 20h en semaine et au-delà de 12h le samedi, la majoration applicable pour le service de nuit et/ou de week-end s'applique sur le trajet retour.

La majoration pour le service de nuit s'applique intégralement lorsque le transport est effectué entre 20h et 8h. Cette majoration s'applique 7 jours/7 et tout le long de l'année.

Dans le cas d'un transport effectué à cheval entre les horaires de jour et les horaires de nuit, il est pris en compte le tarif de la période la plus longue (par exemple, course de 19h45 à 20h30 : prise en compte de l'horaire de nuit pour l'intégralité du transport).

Les prix du transport comprennent :

- La mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés,
- La fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc...) et le respect des règles d'hygiène énoncée au CCTP,
- Le nettoyage systématique du véhicule après chaque transport, et sa désinfection si nécessaire,
- La prise en charge du patient et de ses effets personnels au lieu de la demande,
- Le transport du malade et de ses effets personnels jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la commande,
- Le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.
- Le retour du matériel prêté dans le service de départ.
- Pour les transports assis, la mise à disposition d'un fauteuil roulant.

Une immobilisation supérieure à 15 minutes du conducteur ou du véhicule (ambulance ou TAP) ne peut être facturée à l'établissement de santé que si cette immobilisation est une exigence de l'établissement de santé indiquée sur le bon de commande. Au-delà de ces 15 premières minutes, chaque quart d'heure supplémentaire débuté ne peut être facturé aux établissements à un tarif supérieur à 20€ HT pour une ambulance et 10€ HT pour un TAP.

Pour les ambulances, les V.S.L. et les taxis :

Pour les trajets les plus fréquents, un forfait est fixé par le titulaire dans le BPU. Ce forfait ne sera plus modifiable durant toute la durée du présent marché. Pour les autres trajets, les prix résultent de l'application des tarifs publiés au Journal Officiel (arrêté publié au JORF du 7 mars 2021 portant approbation de l'avenant n°10 à la Convention Nationale des Transporteurs Sanitaires Privés), diminués de la remise éventuellement consentie par le titulaire dans son Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.). Ce pourcentage de remise ou non est ferme et définitif pour la durée du marché. Les prestations seront rémunérées, par application des prix figurant au bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Pour les TPMR :

Pour les trajets les plus fréquents, un forfait est fixé par le titulaire dans le BPU. Ce forfait ne sera plus modifiable durant toute la durée du présent marché. Pour les autres trajets, le prix de la course sera fixé sur la base du tarif des transports par taxi fixé par arrêté préfectoral (préfecture du lieu du siège de la société), auquel le soumissionnaire applique une remise ou non exprimée en pourcentage. Ce pourcentage de remise ou non est ferme et définitif pour la durée du marché.

6.2 - Distances forfaitaires applicables aux distances kilométriques

Le Bordereau des Prix Unitaires (source : www.ameli.fr) évalue et fixe de manière forfaitaire les distances séparant les établissements des principales localisations vers lesquelles s'effectuent les transports demandés.

Le BPU a valeur contractuelle et est applicable à toutes les facturations de transport intervenant au titre du présent marché hors l'hypothèse où l'établissement a recours à un tiers pour l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Dès lors que le transport sanitaire demandé n'entre pas dans la liste des transports faisant l'objet d'un forfait figurant au BPU, le titulaire s'engage à emprunter le parcours présentant la distance kilométrique la plus courte. Dans le cas où un parcours de distance kilométrique supérieure améliore la qualité de prise en charge et/ou le confort du patient, le titulaire peut se rapprocher de l'établissement prescripteur en amont du transport pour s'assurer que l'établissement accepte d'assumer les coûts induits par ce trajet plus long.

Les établissements membres du GHT Centre Franche-Comté concernés se réservent le droit de vérifier la distance facturée via le site www.michelin.fr

6.3 - Clause de révision des prix

Pour les ambulances et les V.S.L. :

- Trajets forfaitisés

Les forfaits fixés au BPU ne sont pas révisables durant l'ensemble du marché.

- Trajets sur la base du tarif Sécurité Sociale remisé.

Les prix des prestations basés sur le tarif Sécurité Sociale sont révisables par ajustement en fonction de l'évolution des tarifs fixés par la Convention Nationale des Transports Sanitaires Privés publiée au Journal Officiel du 7 mars 2021 et son avenant n°10. Ils seront modifiés, soit à la hausse, soit à la baisse à chaque parution d'un nouvel arrêté ministériel et selon les modalités d'application prévues par ce dernier. Hormis ces modifications, les prix ne sont pas ajustables.

Pour les TPMR :

- Trajets forfaitisés

Les forfaits fixés au BPU ne sont pas révisables durant l'ensemble du marché.

- Trajets sur la base du tarif préfectoral remisé.

L'ajustement du tarif des courses qui ne sont pas forfaitisées s'effectuera lors de chaque modification des tarifs préfectoraux des transports par taxi. Hormis ces modifications, les prix ne sont pas ajustables.

6.4 - Régime des droits et taxes

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions, suppressions des droits et taxes intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt de l'offre, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations de droits et taxes auraient été effectivement appliquées.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26250176000264

Suivi financier du montant maximum de l'accord cadre à bons de commandes du GHT :

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire un état semestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus pendant toute la durée du marché.

Le reporting sera transmis par voie électronique avec les mentions suivantes :

- Libellé du marché ;
- Identification des bénéficiaires ;
- une liste des commandes passés et leurs montants, par bénéficiaire ;
- le cas échéant, la liste des anomalies relevées et des évolutions demandées, ainsi que le niveau de traitement et d'avancement.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

CHU de BESANCON
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11 - Clauses environnementales

Le présent accord-cadre comporte des obligations environnementales régies par les dispositions de l'avec.

11.1 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le pouvoir adjudicateur concourt à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage en faveur de cette action en limitant ses émissions de gaz à effet de serre.

Pour l'application de ces stipulations, le titulaire établit un rapport afin d'identifier les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution de l'accord-cadre. Ce rapport fait apparaître les principaux postes émetteurs et leurs proportions respectives.

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre est fourni par le titulaire au plus tard à la fin de son premier exercice. Il met en évidence des stratégies de réduction des émissions et il est assorti d'un plan d'actions présenté au pouvoir adjudicateur. Le titulaire met en place un système de collecte des informations nécessaires à la réalisation de ce bilan détaillé.

Dans une démarche de développement durable et de réduction de l'empreinte carbone, le titulaire s'engage à favoriser l'utilisation de modes de transport plus respectueux de l'environnement. À ce titre, l'usage de véhicules à faibles émissions (véhicules hybrides et électriques) est particulièrement attendu. La flotte automobile mise à disposition dans le cadre de l'exécution du marché devra être composée de véhicules hybrides et/ou électriques. L'objectif est d'atteindre jusqu'à la fin du marché, une proportion d'au moins 30 % de véhicules à faibles émissions au sein de la flotte utilisée pour l'exécution des prestations. Le titulaire devra fournir, les justificatifs attestant de la composition de sa flotte ainsi que des actions engagées pour atteindre cet objectif.

12 - Gestion des déchets

La gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions de l'article 20.4 al. 1 et 2 du CCAG-FCS.

L'élimination des déchets générés dans le cadre de l'exécution des prestations relève de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché. Le titulaire veille à la mise en œuvre du tri, le cas échéant, ainsi qu'à l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Il s'assure que ces opérations soient réalisées dans le respect des normes environnementales applicables. À la demande, le titulaire est tenu de fournir tout justificatif de traçabilité relatif au traitement des déchets issus de l'exécution des prestations. Ces documents doivent attester d'une gestion conforme aux exigences réglementaires, en particulier s'agissant des déchets dangereux.

12.1 - Éléments de traçabilité

Afin que le pouvoir adjudicateur puisse s'assurer de la traçabilité des déchets issus de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de lui fournir les éléments de traçabilité (bordereaux, copie de registre, contrat de collecte, autorisation ...), conformément aux dispositions de l'article 20.4 al. 3 du CCAG-FCS.

13 - Plan de progrès

13.1 - Principe du plan de progrès

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de 1 an après la notification de l'accord-cadre, et dans les conditions suivantes :

Dans le cadre de son plan de progrès, le Titulaire s'engage à soumettre à l'Acheteur ou au prescripteur (entité bénéficiaire), un mois avant la date anniversaire du marché, les objectifs et actions à mettre en œuvre pour réduire l'impact environnemental de la prestation. Ces actions incluront notamment une indication détaillée de la part de véhicules thermiques, de la consommation en carburant, ainsi que de la proportion de véhicules à faibles émissions composant la flotte, afin de permettre une évaluation des émissions de gaz à effet de serre. Le bilan et les objectifs fixés devront être transmis par courriel et validés dans un délai de deux mois à compter de leur envoi. En cas de retard dans la transmission des pénalités seront appliquées conformément aux termes du contrat.

13.2 - Axes de progrès

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis ci-après :

- Utilisation de véhicule à faibles émissions

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

13.3 - Conditions de mise en œuvre du plan de progrès

La démarche d'élaboration du plan de progrès est initiée par le titulaire. Il établit alors un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions à mener et les ressources nécessaires. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial. Ce plan de progrès précise également les rôles et responsabilités des parties, ainsi que les modalités de pilotage et d'évaluation.

A l'issue de la première année d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire présente à l'acheteur des propositions d'actualisation et d'amélioration du plan de progrès en tenant compte des retours d'expérience capitalisés durant cette période. Un nouveau plan de progrès est élaboré annuellement.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial. Le titulaire est libre de proposer également d'autres indicateurs.

13.4 - Architecture du plan de progrès

Le plan de progrès, élaboré conjointement par les parties, détaille les points suivants :

- Actions à la charge du titulaire
- Objectifs mesurables et/ou quantifiables

Lors de la phase d'élaboration conjointe du plan, les conditions de mise en œuvre du plan de progrès définies ci-dessus font l'objet, après attribution de l'accord-cadre, de discussions et d'ajustements par les parties.

13.5 - Formalisation du plan de progrès

Le plan de progrès, validé par les parties, est formalisé par l'échange d'un courrier cosigné.

13.6 - Gains escomptés

La recherche de gains n'est pas prévue dans le cadre du plan de progrès.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 30,00 €.

Les établissements membres du GHT Centre Franche-Comté se réservent le droit de demander aux responsables du marché le remplacement d'un chauffeur ayant manqué aux obligations législatives, réglementaires ou contractuelles, faisant preuve d'un comportement inadapté ou ne donnant pas satisfaction.

Des rendez-vous programmés ou ponctuels seront instaurés entre le CHU de Besançon (établissement support du GHT Centre Franche-Comté), les établissements membres du GHT Centre Franche-Comté concernés et les titulaires du marché afin d'évaluer les problèmes rencontrés par chacune des parties.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant et sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales

Aucune pénalité n'est prévue en cas de non-respect des obligations environnementales.

16.3 - Pénalité relative à la gestion des déchets

Aucune pénalité n'est prévue en cas d'absence de production par le titulaire des documents liés à la gestion des déchets.

16.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour non-respect de la confidentialité / secret professionnel/laïcité	Forfaitaire	10,00 %	La pénalité appliquée sera de moins 10% sur le montant de la facture du transport concerné. Si un incident de ce type se renouvelle, la pénalité sera portée à 150€ par transport concerné. Cette pénalité sera appliquée après réception et analyse contradictoire de l'incident relevé par les équipes soignantes et/ou administratives.
Pénalité pour non-respect injustifié des engagements	Forfaitaire	50,00 €	Cette pénalité s'applique à la suite d'un premier avertissement à l'entreprise de transports concernée par lettre recommandée avec accusé de réception.
Dépose des déchets dans les poubelles des établissements du GHT	Forfaitaire	20,00 €	Cette pénalité s'applique dans le cas où les ambulanciers seront pris sur le fait.
Absence de transmission du rapport d'activité	Journalière	50,00 €	Cf article 8 du CCTP

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Responsabilité du titulaire

18.1 - Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'information pendant toute la durée du marché.

18.2 - En cas de changements affectant le titulaire

En cas de changements dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le titulaire s'engage formellement à en informer ou à en faire informer directement et immédiatement par écrit le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais le CHU de Besançon (établissement support du GHT Centre Franche-Comté) de tout changement concernant :

- L'agrément qui lui a été délivré par l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) : retrait, mesure de suspension, avertissement, etc.) par l'envoi d'un courrier explicatif.
- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le Journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation après réception des documents nécessaires.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

18.3 - Attestations sociales et fiscales

Le titulaire du marché devra transmettre tous les 6 mois pendant l'exécution du marché les attestations sociales et les informations relatives à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les documents afférents conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D.8254-2 et suivants du code du travail.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure

est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services